

CONSEIL D'ETAT, SECTION D'ADMINISTRATION.

A R R E T

n° 85.580 du 23 février 2000

A.88.685/VI-15.362

En cause : **la Société Anonyme "International
Resort Investment Company-Casinos
Réunis"**,
 ayant élu domicile chez
 Me Bart BRONDERS, avocat,
 E. Beernaerstraat 106
 8400 Ostende,

contre :

la Ville de Dinant.

**LE PRESIDENT F.F. DE LA VI^e CHAMBRE DU CONSEIL D'ETAT,
SIEGEANT EN REFERE,**

Vu la demande introduite le 27 décembre 1999 par la S.A. International Resort Investment Company - Casinos Réunis (I.R.I.C. - Casinos Réunis) qui tend à la suspension de l'exécution de "la décision du Conseil communal de la Ville de Dinant du 12 octobre 1999 contenant le choix de la firme ACCOR en tant que concessionnaire du nouveau casino de la Ville de Dinant et contenant l'ordre au Collège des bourgmestre et échevins de signifier cette (décision) au concessionnaire retenu";

Vu la requête introduite le même jour par la même requérante qui demande l'annulation du même acte;

Vu la note d'observations et le dossier administratif de la partie adverse;

Vu le rapport de M. DEROUAUX, premier auditeur chef de section au Conseil d'Etat;

Vu l'ordonnance du 1^{er} février 2000 fixant l'affaire à l'audience du 7 février 2000 à 10.00 heures, date à laquelle l'affaire a été remise au 21 février 2000 à 10.00 heures;

Vu la notification du rapport et de l'ordonnance de fixation aux parties;

Rapport fait par M. HANSE, conseiller d'Etat;

Entendu, en leurs observations, Me BEUGGEMAN, loco Me BRONDERS, avocat, comparaissant pour la partie requérante et Me BARTHELEMY, avocat, comparaissant pour la partie adverse;

Entendu, en son avis conforme, M. DEROUAUX, premier auditeur chef de section;

Vu le titre VI, chapitre II, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Considérant que les faits utiles à l'examen de la demande de suspension se présentent comme suit :

1. Le 31 août 1999, le Conseil communal de Dinant décide d'approuver le cahier des charges relatif à la concession du casino de Dinant qu'elle entend voir exploité à partir du 1er mars 2000 dans ses nouveaux locaux situés en bord de Meuse, et de lancer un appel aux candidats concessionnaires à partir du 10 septembre 1999.

2. La requérante formule une offre datée du 28 septembre 1999, dont il lui est accusé réception le 30 septembre 1999 à 11h30.

3. Le 12 octobre 1999, le Conseil communal choisit la société ACCOR CASINOS en qualité de concessionnaire de son casino.

Il s'agit de la décision dont la suspension de l'exécution est demandée.

Cette décision est notifiée le jour même dès 21h51 par télécopieur à la société ACCOR à Paris, notification doublée d'une remise à 22h30 du même écrit entre les mains d'une dame DUDAN, dûment mandatée quant à ce par ACCOR. A cette même heure, cette dame DUDAN, exécutant le contrat ainsi avenué entre parties, remet à la partie adverse à titre de "garantie d'exploitation" un chèque de 5 millions de francs et la garantie bancaire prévue de 70 millions.

4. Le 19 octobre 1999, selon ce qu'expose la requête même, "l'administrateur délégué de la partie requérante reçut une copie d'un communiqué de presse local dans lequel était communiquée l'adjudication de la concession au groupe Accor".

5. Par lettre du 18 octobre, postée le 21, selon la partie adverse, la requérante fut informée de ce que son offre n'avait pas été retenue.

Considérant que, dans sa note d'observations, la partie adverse excipe notamment de l'absence d'intérêt de la requérante au recours; qu'elle souligne que, "par le fait de la notification, le contrat s'est noué entre la Ville de Dinant et la société ACCOR CASINOS, que l'acte attaqué a ainsi sorti ses pleins et entiers effets, qu'un éventuel arrêt de suspension serait impuissant à remettre en cause l'existence de ce contrat, et que l'effet que la demande en suspension tendait à prévenir est déjà réalisé";

Considérant que la requérante, prévoyant cette exception, explique que "la suspension de la décision d'adjudication (lui) offre la possibilité de demander ensuite devant le juge civil la suspension et l'annulation du contrat" et d'obtenir ainsi une réparation en nature, ce qui satisferait aux prescriptions de la directive 89/665/CEE"; qu'elle souligne que "par la suspension de l'exécution de la décision attaquée, le Conseil communal de la Ville de Dinant peut être incité à retirer - le cas échéant - sa décision (éventuellement après annulation de la concession) et à accorder la concession à la partie requérante par une nouvelle décision";

Considérant que la notification de la décision attaquée à son bénéficiaire, la société ACCOR, a eu pour effet de conclure le contrat entre cette dernière et la partie adverse; qu'ainsi, la décision attaquée, acte unilatéral, préalable et détachable de ce contrat, a sorti ses pleins et entiers effets; qu'un éventuel arrêt de suspension serait impuissant à remettre en cause ces effets, et notamment l'existence du contrat, le Conseil d'Etat n'ayant du reste aucune compétence pour intervenir de quelque manière dans l'exécution de celui-ci; que la requérante n'a nul besoin d'un arrêt de suspension pour faire valoir ses droits devant un juge civil; que l'invocation de la directive 89/665/CEE du Conseil du 21 décembre 1989 portant coordination des dispositions législatives, réglementaires et administratives relatives à l'application des procédures de recours en matière de passation des marchés publics de fournitures et de travaux manque de pertinence dès lors qu'en l'espèce il ne s'agit pas d'un marché de fournitures ou de travaux, mais bien d'un contrat de concession; que l'"incitation", qu'un éventuel arrêt de suspension constituerait pour le Conseil communal, à suspendre ou à rompre le contrat bilatéral conclu dès ores et à retirer la décision unilatérale attaquée, ne serait pas un effet juridique obligé dudit arrêt, mais seulement un fait nouveau, parmi d'autres,

tels les moyens invoqués, à apprécier par l'autorité; qu'une telle "incitation" ne risque guère de s'avérer très efficace puisqu'elle implique la reconnaissance d'une faute aquilienne et, probablement, la commission d'une faute contractuelle, alors qu'elle ne pourrait procéder que de la conviction de l'infailibilité du Conseil d'Etat statuant cependant au terme d'un examen légalement sommaire des circonstances de fait et de droit de la cause, examen mené de surcroît par un seul juge; que l'exception déduite de l'absence d'intérêt de la requérante au recours doit être accueillie,

D E C I D E :

Article 1er :

La demande de suspension est rejetée.

Article 2 :

Les dépens sont réservés.

Ainsi prononcé à Bruxelles, en audience publique de la VI^e chambre, le vingt-trois février deux mille par :

M. HANSE,	conseiller d'Etat, président f.f.
M. HARMEL,	greffier.

Le Greffier,

Le Président f.f.,

P. HARMEL.

Ph. HANSE.